

LES ALTERNATIVES DANS UNE PERSPECTIVE ALTERMUNDIALISTE

Rédacteur: Hervé Roussel-Dessartre



Depuis le XIX^{ème} siècle, au-delà de la question révolutionnaire et de la prise du pouvoir, la contestation de l'hégémonie du capitalisme s'est notoirement construite autour de la problématique de la répartition des richesses, que l'on parle alors d'exploitation du travail par le capital, de justice sociale, de redistribution des richesses, de congés payés, de temps de travail ou d'Etat-providence, voire que l'on y inclue à juste titre des considérations sur la solidarité, l'égalité, le projet... Le résumé est sans doute un peu court, l'objet n'est pas d'en discuter ici mais de constater que cette contestation qui a couru tout le long du XX^{ème} siècle n'a pas

déstabilisé ledit capitalisme. C'est que nous avons fait face à une conflictualité de valeurs dont le capitalisme n'a cure, et qui ne l'empêche visiblement pas de continuer son petit bonhomme de chemin, plutôt qu'à une contradiction qui pourrait pour lui s'avérer mortifère (ou alors l'agonie est longue !). Ainsi, là où certains voient la pauvreté comme indigne d'une société qui se veut civilisée, d'autres voient au contraire dans « la réussite du riche » une exemplarité qui ne peut que motiver le pauvre à sortir de sa misère... Question de valeurs, donc.

Par contre, en ce début de XXI^{ème} siècle deux phénomènes surgissent qui pourraient se montrer plus déstabilisants pour le capitalisme, comme de l'ordre d'une rupture d'énergie.

Tout d'abord la menace de plus en plus concrète de crise écologique. Elle pourrait se transformer en un premier coup de boutoir salutaire contre lui. La finitude du monde et de ses ressources, la menace bien réelle d'épuisement des matières premières (et pas que fossiles) imposent certes à la gauche de réviser son dogme de la croissance mais surtout interroge le capitalisme sur sa capacité à continuer cette accumulation du capital qui en est l'essence même (dans les tous les sens du terme). Ensuite, si le réchauffement climatique peut apparaître pour certains comme une occasion de développer un « capitalisme vert » qui viendrait miraculeusement compenser les conséquences de cet épuisement des matières premières, force est de craindre que l'emballement du changement climatique qui pourrait en résulter aurait de telles conséquences à l'échelle de la planète et de nos sociétés, entraînant de tels chamboulements, pour ne pas dire déséquilibres, que la réelle et diabolique capacité d'adaptation du capitalisme pourrait pour la première fois se révéler insuffisante à sa survie.

« menace de plus en plus concrète de crise écologique »

Le deuxième phénomène est la capacité (de plus en plus réduite) d'adhésion des individus aux objectifs de la société capitaliste, et plus particulièrement de la société de consommation et de production. Il faut reconnaître que le capitalisme a su déployer jusqu'ici des trésors d'ingéniosité pour y arriver. Or, le lien entre croissance matérielle (croissance du revenu, du PIB par tête) et croissance du « bonheur » (« *satisfaction with live* ») dont Jean Gadrey, entre autres, nous entretient régulièrement sur son blog (<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>), est aujourd'hui questionné. On constate que le gain de « satisfaction » subjective est de moins en moins important au fur et à mesure que s'élève le revenu, et ce au-delà d'une controverse entre « experts » qui porte sur les chiffres choisis, leur interprétation et sur une appréciation digne du

« besoin de passer de la verticalité vers plus d'horizontalité »

verre à moitié plein ou du verre à moitié vide qui permet à certains d'y voir la corrélation (ça continue à croître ensemble) là où d'autres y voient le découplage (ça croît de moins en moins ensemble au point de friser l'électrocardiogramme plat). Arrivé à un certain niveau de satisfaction matérielle, l'individu ne retire donc plus d'une nouvelle croissance matérielle une satisfaction

équivalente. Le retour à la terre avec les sollicitations qui s'en accompagnent de plus en plus nombreuses des paysans ou organisations prônant une agriculture alternative, et les expériences de plus en plus abondantes de sobriété, frugalité dans les modes de vie des plus jeunes, même si elles mériteraient qu'on s'y attarde pour mieux les évaluer, laissent entendre qu'on est aujourd'hui plus du côté du découplage que de la corrélation. Or si le capitalisme perd ses producteurs et ses consommateurs, sera-t-il encore assez fort pour à nouveau s'y adapter ? On peut faire le pari (très subjectif) que non.

Parallèlement à cette évolution des malheurs du capitalisme (cette incessante interrogation sur la justesse/justice du partage du gâteau, l'épuisement des matières premières couplé au dérèglement climatique, cette prise de distance d'une partie croissante de la population avec ses préceptes de base), le mouvement social, et la gauche en général, a lui aussi connu des évolutions.

La première, et sans doute la plus ancienne, porte sur l'organisation. Que nous montrent en effet des mouvements comme les Indignés, les différents Occupy ou encore plus récemment Nuit debout ? Que nous montrent les zadistes de Notre-Dame-des-Landes (NDDL) ? Que nous montre l'émergence d'un mouvement qui se réclame du citoyen ? Et même l'engagement de la CGT auprès de Scop-Ti (ex Fralib) ou des glaces La Belle Aude (ex-Pilpa à Carcassonne), que nous montre-t-il ?

Certes, que la place du citoyen dans notre « démocratie » représentative est sujette à caution. Peut-on encore parler de citoyen ? Peut-on encore parler de démocratie ? Et si Attac « vise à la reconquête des espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière », c'est bien que la question se pose avec acuité.

Mais pas seulement. C'est un certain sens de l'histoire qui est en marche actuellement : le besoin de passer de la verticalité vers plus d'horizontalité, d'une structuration pyramidale vers une organisation en réseau, d'un modèle principalement étatique à un espace de coopération et d'association. Et Christophe Aguiton le dessine très bien



en déclinant cette évolution en quatre temps. Après un XIX^{ème} siècle hésitant, le XX^{ème} siècle débute (autour de 1910) par l'apogée de la vision verticale. Cette vision persistera le siècle durant avec une première remise en cause en 68. Remise en cause vite mise au pas avec la mouvance des années 70. Il faudra attendre les années 90 et l'altermondialisme pour que l'horizontalité apparaisse de façon plus pérenne (horizontalité de réseaux - tous les réseaux ont le même poids au sein du FSM par exemple), et enfin aujourd'hui pour que des mouvements revendiquent plus fermement ce souci d'horizontalité, allant jusqu'à une horizontalité d'individus (la parole de deux personnes a la même valeur dans une AG Nuit debout).

La deuxième évolution du mouvement social est bien sûr la prise en compte croissante de la question écologique. « Les mouvements sont [...] confrontés à la nécessité d'ancrer leur stratégie dans la perspective d'une transformation radicale du système politique, économique et social, ce qui correspond à l'idée de transition écologique, sociale et démocratique (née au Forum social de Belém en 2009). » (Gus Massiah). Celle-ci étant suffisamment bien documentée au sein d'Attac grâce au travail de la commission Écologie et Société, il est inutile de s'y attarder plus.

« prise en compte croissante de la question écologique »

« apparition dans le monde militant, à côté d'une culture du contre, d'une culture du pour »

La troisième évolution est l'apparition dans le monde militant, à côté d'une culture du contre, d'une culture du pour. Ainsi quand Attac, et le mouvement social traditionnel, s'inscrivent dans une vieille tradition de lutte, s'affiche contre la loi travail et son monde, contre NDDL et son monde, contre les gaz de schiste, contre le néo-libéralisme, l'UE, etc. (tout en étant pour la Taxe Tobin, pour un autre

monde, et en même temps... contre la financiarisation et contre la mondialisation néolibérale), d'autres mettent en avant une volonté de « mobiliser pour ». Quand Attac revendique son travail d'éducation populaire tourné vers l'action comme moyen de déconstruire le système, d'autres parlent de construire une société. Quand « nous nous sommes mobilisé·e·s, pour contrer la montée d'un climat délétère sur tous les plans : social, politique, économique, environnemental, du local à l'international ; nous nous sommes presque épuisé·e·s à relayer sans trêve les alertes de plus en plus pressantes concernant les menaces qui pèsent sur notre modèle social, nos libertés fondamentales et sur la planète » (Invitation à l'UE, 19 mai 2016), d'autres en appellent à l'imaginaire et à l'accompagnement en douceur.

Ainsi en est-il des Colibris qui « se mobilise[nt] pour la construction d'une société écologique et humaine. L'association place le changement personnel au cœur de sa raison d'être, convaincue que la transformation de la société est totalement subordonnée au changement humain ». Ainsi pour les Villes et Territoires en Transition (réseau Transition Network), « des citoyens de tous continents imaginent localement une vie future sobre en énergie et enthousiasmante. Ils [...] accompagnent en douceur ce changement de mentalités et comportements. » Quant à Alternatiba, il se veut « une dynamique de mobilisation citoyenne sur le climat, qui consiste à montrer les alternatives concrètes qui existent déjà pour relever le défi climatique, [...] et à montrer en quoi ces alternatives permettent de construire une société plus juste, plus solidaire, plus humaine, plus désirable ! »

Reprenons maintenant et les « malheurs » du capitalisme et les évolutions du mouvement social. Il ne vous aura pas échappé une certaine concomitance des temporalités. Et je ne parlerai que de concomitance, sans partir dans la recherche d'une quelconque relation de cause à effet (même si la question mériterait d'être approfondie).

Le XXème siècle voit donc une contestation du capitalisme tourner autour de la répartition des richesses et se construire autour de la question de la lutte des classes (quitte à se positionner plus ou moins fortement par rapport à ce concept). Le mouvement social s'inscrit dans la verticalité et dans une tradition de lutte contre le système ou ses affidés. Attac et l'altermondialisme arrivent à la fin du siècle et bousculent seulement la vision verticale pour instituer l'horizontalité des organisations, sans remettre en cause le substrat de lutte et d'opposition. Il faudra attendre quelques années pour que la question écologique qui pourrait s'avérer une belle épine dans le pied du capitalisme soit prise en compte par Attac, et aussi l'altermondialisme de façon plus générale.

La question du rejet progressif du mode de vie imposé par le capitalisme (qui là encore pourrait le bousculer sur son piédestal) croise aujourd'hui d'un côté l'émergence de mouvements cherchant à construire et de l'autre une volonté croissante d'horizontalité entre individus. Et sur ce terrain, les zadistes de NDDL peuvent se montrer ceux qui concentrent le mieux les trois tendances sans pour autant en résumer cette propension générale, d'autres individus construisant autrement, avec plus ou moins de radicalité, mais dans un canevas ressemblant globalement à celui-ci.

Et là se pose la question pour Attac, pour l'altermondialisme, de leur position par rapport à cette construction d'alternatives.

L'altermondialisme peut-il se réduire à une suite de campagnes, de contre-sommets ou de forums sociaux ? Quelle place les mouvements sociaux dont se réclame Attac ont-ils dans la construction d'un autre monde ? Et qu'entend-on par mouvement social ? Qui sont les acteurs aujourd'hui de la transformation sociale ? Et ce à l'heure où « l'altermondialisme se localise » (Nicolas Haeringer).

Peut-on se contenter d'actions de blocage ou de non-coopération (certes importantes, pour ne pas dire primordiales) ? Et suffit-il de clamer qu'un autre monde est possible pour en permettre l'avènement ? Voire de pinailler sur la formulation singulier ou pluriel (un autre monde est possible, d'autres mondes sont possibles) ? Peut-on se satisfaire d'un schéma de pensée où l'Histoire nous mènerait irrémédiablement vers une société meilleure (sous-entendu, sans que nous ayons à la construire) ? Et en même temps, peut-on s'engager dans cette construction sans y perdre son âme d'opposant au système, danger qu'on ne peut sous-estimer au vu des dérives du mouvement coopératif et mutualiste ?

Dans le film « je lutte donc je suis », où tout militant Attac peut se retrouver dans ce tableau des luttes en Grèce et en Espagne, une femme, là où les autres témoins affirment justement « je lutte donc je suis », une paysanne (et fort probablement une néo-rurale) affirme : « je construis pour lutter contre le système ». Elle souligne ainsi qu'une vie consacrée (localement) à construire peut s'inscrire dans une lutte (plus globale) contre le système.

« Une vie consacrée (localement) à construire peut s'inscrire dans une lutte (plus globale) contre le système »

D'un autre côté, Attac a commencé à répondre à la question en affirmant dans son rapport d'orientation pour les trois années à venir, à côté de la décision de dépasser le capitalisme et le patriarcat, sa volonté de s'engager dans des expériences de transition. Et dans sa charte, le FSM se détermine comme un « processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives ». Enfin Gus Massiah définit les 4 niveaux principaux d'action de l'altermondialisme (local, national, régional et mondial) comme : « L'échelle locale est celle des alternatives concrètes ; l'échelle nationale est celle de la souveraineté, de l'autonomie politique (sans pour autant être suffisante puisqu'elle ne permet pas de répondre aux défis mondiaux) ; l'échelle régionale est celle où se réorganise le capital et où se rencontrent les bourgeoisies nationales et mondiales ; et l'échelle mondiale est celle de la financiarisation, du climat, des migrations, et des NTICs. »

S'il n'est pas question pour Attac ou l'altermondialisme de devenir un nouveau réseau de la transition ou un alternatiba, pas plus qu'Attac ou l'altermondialisme ne sont devenus Greenpeace ou FNE en s'intéressant à l'écologie, il est bien question ici, pour ne pas dire urgent, d'inscrire, après l'écologie, les alternatives dans une perspective altermondialiste.

En effet, par les alternatives, de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire) aux zadistes en passant par les reprises d'entreprise, les Indignés, Occupy, et autre Nuit debout, les citoyens que nous sommes se réapproprient les questions qui les concernent directement. Elles nous permettent de nous interroger sur, notamment, notre façon de consommer, de produire et au total sur notre mode de vie. Elles sont une manière de redonner du sens politique à notre quotidien, au moyen plus particulièrement d'une pratique de la démocratie où le pouvoir de chacun sur son existence n'est plus délégué, mais partagé, de construire ainsi des expériences de démocratie directe, et au final de reconquérir pratiquement ces « espaces perdus par la démocratie ». Elles participent donc bien à la construction d'un autre monde (possible), que certains envisagent même « en-dehors du capital ». Et leur développement ne doit pas être considéré comme un réformisme social du capitalisme, mais bien comme une voie que l'on explore ici et maintenant afin de construire cet autre monde radicalement nouveau. Elles ont de ce fait toute leur place au cœur du projet altermondialiste. Il est même à craindre que sans alternatives, l'altermondialisme puisse ne rester qu'un vœu pieux.

« il est bien question ici, pour ne pas dire urgent, d'inscrire, après l'écologie, les alternatives dans une perspective altermondialiste »

«Alors, altermondialistes, il ne nous reste plus qu'à lutter et construire pour dépasser le capitalisme et bâtir ces autres mondes possibles»

“Sous la responsabilité des animateurs.trices de la commission Alternatives, ce texte vise à participer au débat sur la place des alternatives au sein d’Attac et du mouvement altermondialiste en général.”